

DOCUMENT

Les dimensions sexospécifiques de l'emploi agricole et rural

Différencier les démarches de lutte contre la pauvreté (situation, tendances, lacunes), publié conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation internationale du travail (OIT)

Commentaire de
Nilanjana Biswas
(nilanjanabiswas@
yahoo.com),
chercheuse
indépendante

Soixante-dix pour cent de la population mondiale est constitué de communautés rurales vivant de l'agriculture, de la forêt, de la pêche, de l'élevage. Les plus pauvres de ces populations sont fréquemment des femmes et des jeunes filles : celles qui maintiennent le tissu socio-économique des communautés rurales, à vrai dire. Que faire face à l'appauvrissement continu de ces populations ? Les emplois ruraux peuvent-ils aider les femmes à sortir de la pauvreté ? Qu'est-ce qui maintient les femmes des campagnes dans des situations économiques défavorables ? Dans un contexte de mondialisation rapide, quelles sont les conséquences de l'évolution des emplois ruraux sur la vie des hommes et des femmes ? Quelles politiques faut-il pour lutter contre la pauvreté et assurer une croissance équitable ?

Ce document traite de ces questions et analyse dans quelle mesure les démarches de lutte contre la pauvreté dans les campagnes peuvent être différenciées selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes. C'est le résultat d'un atelier mondial organisé conjointement par trois agences internationales (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Organisation internationale du travail). Il présente « la pensée la plus récente » sur les problèmes de genre liés à l'emploi agricole et rural. Il se fonde sur l'Agenda pour le travail décent des Nations unies qui demande la création de meilleurs emplois et pour les hommes et pour les femmes, une protection sociale pour tous les travailleurs ruraux, l'application uniforme des normes du travail et le développement d'institutions rurales équitables et représentatives.

S'il n'accorde pas une attention particulière au secteur de la pêche, puisqu'il y a de multiples

points communs entre le travail des femmes de la pêche et celles qui ont d'autres activités dans l'économie rurale, ce rapport intéressera cependant pour les divers éclairages et enseignements qu'il fournit. Dans la plupart des régions du monde, l'emploi rural est très segmenté, avec un nombre disproportionné de femmes occupées sans protection sociale à des tâches ingrates, mal considérées. Et pour un même travail, les femmes gagnent nettement moins que les hommes ; elles consacrent beaucoup de temps à des occupations non rémunérées car elles doivent se consacrer aussi aux tâches ménagères, aux enfants, à des activités non marchandisées. Tout cela contribue à réduire les revenus qu'elles peuvent tirer de leur travail, et à les épuiser de façon chronique.

Divers facteurs, souvent liés à des évolutions mondiales, viennent peser fortement sur l'emploi rural : les crises financières et alimentaires, l'émigration croissante, la féminisation des activités rurales, le commerce international, la diversification des économies rurales, le travail des enfants. Tout cela agit sur les modalités de l'emploi rural, ce qui renforce souvent des inégalités sexospécifiques bien établies. Dans ce contexte, quelles politiques adopter ?

Ce document estime que, pour assurer leur efficacité, les politiques choisies ne doivent pas se limiter à des mesures plus ou moins individuelles : il est au contraire impératif qu'elles mettent en œuvre des stratégies qui se renforcent mutuellement. Une politique efficace devra donc reposer sur les quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent : le droit à la négociation collective, la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, la protection sociale pour un environnement de travail sain et sécurisé, le dialogue social. Dans tout cela, il faudra assurer une représentation adéquate des femmes dans les collectifs et unions syndicales. À cet égard, le document signale les efforts réalisés par ceux et celles qui interviennent dans les opérations post capture en Gambie, et qui constituent un bel exemple d'implication de la base à l'élaboration des politiques nationales. Ce texte est disponible sur www.fao.org/docrep/013/i1638e/i1638e00.htm 



PUBLIÉ PAR
Chandrika Sharma pour
Collectif international d'appui
aux travailleurs de la pêche

27 College Road
Chennai 600 006, Inde
tél: (91) 44 2827 5303
fax: (91) 44 2825 4457
courriel: icsf@icsf.net
site Internet: www.icsf.net

PRÉPARÉ PAR
Nilanjana Biswas
TRADUCTION
Gildas Le Bihan
ILLUSTRATIONS DE
Sandesh
(sandeshcartoonist@gmail.com)
MISE EN PAGE
P. Sivasakthivel
IMPRIMÉ PAR
Nagaraj & Company Pvt. Ltd.,
Chennai

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et

pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.